

International

GUERRE ET PAIX EN IRAN : LE CHOC DES RATIONALITÉS

Farid Vahid

08/07/2026

Échec ou réussite de la guerre de Trump et de son allié israélien menée en Iran ? La réponse ne pouvant être aussi binaire, Farid Vahid, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, propose une analyse des différentes stratégies des deux principaux protagonistes, les États-Unis et l'Iran, et décrypte les deux rationalités opérant dans ces stratégies.

Le 28 février 2026 en début de matinée, les Iraniens du monde entier découvrent les images à peine croyables des bombardements israélo-américains qui touchent une vaste zone du pays, notamment le centre-ville de Téhéran, aux alentours du quartier Pasteur où se concentre l'essentiel des centres névralgiques du pouvoir de la République islamique, y compris le plus décisif d'entre eux : le « bureau du Guide » (*Beyt-e Rahbari*).

Donald Trump, galvanisé par la réussite de son opération au Venezuela ayant conduit à l'arrestation de Nicolás Maduro, et influencé par l'aile la plus *hawk*¹ de son administration, semblait convaincu qu'une opération courte et décisive pouvait également être menée contre la République islamique d'Iran : frapper vite et fort, dans l'espoir d'obtenir des gains stratégiques substantiels à coût limité. Si l'entrée en guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran fut spectaculaire, les conditions de leur sortie du conflit se sont révélées tout aussi inattendues. Après près de quarante jours de bombardements intensifs, de frappes visant une multitude de cibles militaires, stratégiques et énergétiques, et après avoir décapité une partie significative de la chaîne de commandement iranienne, Washington a finalement été contraint de mettre un terme à ses opérations. En cause : son incapacité à rouvrir le détroit d'Ormuz au trafic maritime international et à prévenir un choc pétrolier aux conséquences économiques et politiques potentiellement incontrôlables. Si certains, en Europe, voient dans le mémorandum signé à Versailles le 17 juin 2026 l'aveu d'une capitulation américaine, d'autres en Iran, notamment au sein du camp ultra-conservateur, y lisent au contraire une faute majeure de Téhéran. Quel bilan réel tirer de cette guerre ? A-t-elle produit des gagnants,

ou seulement des perdants ? Quelles en seront les conséquences durables, tant pour la société iranienne que pour les équilibres régionaux ?

Pour saisir les ressorts et les implications de cette guerre, il est indispensable d'analyser les vulnérabilités et les capacités d'action des différentes parties prenantes, leurs erreurs d'appréciation ainsi que leurs mauvais calculs stratégiques. Mais, avant cela, il convient de comprendre les « rationalités » propres qui ont structuré leur entrée dans le conflit et leur conduite de la guerre.

De la pression économique aux bombes : anatomie d'une décennie de montée en tension

Le 8 mai 2018, les États-Unis de Donald Trump annoncent leur retrait du *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA), l'accord sur le nucléaire iranien signé trois ans plus tôt à Vienne (Autriche) entre l'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Allemagne et l'Union européenne².

À Washington, cette décision est alors officiellement justifiée par les insuffisances supposées de l'accord et par ses faiblesses techniques, lesquelles, selon l'administration américaine, ne permettraient pas d'empêcher durablement Téhéran d'accéder à l'arme nucléaire. À cela s'ajoute également la volonté de Donald Trump de se démarquer d'un accord emblématique de son prédécesseur, Barack Obama. Mais ces éléments, bien qu'importants, restent insuffisants pour comprendre pleinement cette décision américaine. Il convient donc d'élargir le champ d'analyse et de replacer ce retrait dans une séquence stratégique plus large, marquée par la recomposition des équilibres régionaux durant les années 2010 avec la montée en puissance de l'Iran et ses proxies au Moyen-Orient.

À cette époque, la République islamique, qui avait massivement investi dans ce qu'elle désigne comme « l'axe de la résistance », apparaît au sommet de sa projection régionale. Elle vient en aide au régime de Bachar el-Assad en Syrie afin de le maintenir au pouvoir, soutient au Yémen les Houthis dans leur guerre contre l'Arabie saoudite, appuie les milices chiites en Irak dans la lutte contre Daesh et consolide son influence au Liban à travers le Hezbollah.

La doctrine militaire iranienne, façonnée sous l'autorité de l'ayatollah Khamenei, repose alors sur trois piliers. Le premier est la constitution d'une « profondeur stratégique » projetée aussi loin que possible des frontières iraniennes et, corrélativement, au plus près des frontières israéliennes. Le second est la poursuite d'un rapprochement stratégique avec la Russie et la Chine, conceptualisé à

Téhéran sous la formule du « regard vers l'Est ». Le troisième enfin, repose sur une « architecture de dissuasion » fondée sur la consolidation parallèle des programmes nucléaire et balistique. Le JCPOA traitait uniquement de la question nucléaire, et ceci fut sans doute l'une des raisons principales de son échec. Pour les Israéliens, ainsi que pour une grande partie des républicains américains, il était inacceptable de laisser au régime iranien une marge de manœuvre stratégique aussi importante, rendue possible par la levée partielle des sanctions internationales et la relance de l'économie iranienne, sans avoir au préalable traité les enjeux sécuritaires plus larges que Téhéran posait à l'échelle régionale. Pour les défenseurs du JCPOA, à l'inverse, il fallait bien commencer quelque part : désamorcer d'abord la crise la plus urgente, celle du nucléaire, avant d'aborder les autres dossiers. Cette approche graduelle était notamment celle de la France et de l'Union européenne, qui avaient, à plusieurs reprises, souligné la nécessité de poursuivre les négociations avec Téhéran sur la question des proxies et sur celle du programme balistique. Du côté iranien, cependant, aucune volonté n'a été manifestée en faveur d'un élargissement du cadre des négociations. Les dirigeants de la République islamique ont, au contraire, poursuivi méthodiquement le renforcement de leurs capacités balistiques et le soutien à leurs partenaires régionaux, considérant ces deux leviers comme indissociables de leur politique de sécurité nationale.

C'est dans ce contexte que Donald Trump, lors de son premier mandat, décide de retirer les États-Unis du JCPOA et de poursuivre la stratégie de « pression maximale » qu'il avait initiée contre Téhéran dès son arrivée au pouvoir. Le pari américain était alors de faire plier la République islamique à travers un régime de sanctions économiques particulièrement intense.

Si les autres signataires de l'accord ne s'en sont pas officiellement retirés, l'extraterritorialité du droit américain a fait que, *de facto*, l'Europe n'a plus été en mesure de maintenir ses échanges économiques et ses investissements en Iran, rendant ainsi l'accord largement caduc du point de vue iranien. À partir de ce moment, le régime iranien décide de ne plus respecter les termes de l'accord et accentue ses activités nucléaires, notamment l'enrichissement de l'uranium à des niveaux élevés (20% puis 60%).

L'économie iranienne, déjà profondément minée par la corruption systémique du régime et son incapacité à gérer les ressources du pays dans l'intérêt général, entame une véritable descente aux enfers. Le PIB de l'Iran passe d'une croissance de +13,6% en 2016 à une contraction de -6% en 2018, avant de reculer de nouveau de -6,8% en 2019. Les exportations de pétrole chutent d'environ 2,5 millions de barils par jour en 2018 à moins de 500 000 en 2020. Dans le même temps, l'inflation dépasse les 40%, tandis que la monnaie nationale perd plus de 80% de sa valeur.

Sur le terrain, une guerre indirecte oppose Iraniens et Israéliens, marquée par des frappes de l'aviation israélienne contre des positions iraniennes en Syrie, des opérations de sabotage d'installations nucléaires en Iran, ainsi que des cyberattaques. Le 3 janvier 2020, l'aviation américaine, sur ordre de Donald Trump, frappe le convoi du général Qassem Soleimani (membre des Gardiens de la révolution et architecte de « l'axe de la résistance ») à la sortie de l'aéroport de Bagdad, éliminant ainsi l'officier le plus influent de la République islamique³. Si les tensions s'apaisent avec l'élection de Joe Biden et que des négociations reprennent entre son administration et Téhéran entre 2021 et 2025, ces pourparlers ne permettent pas aux parties prenantes de trouver une solution au dossier nucléaire iranien, dont les enjeux deviennent toujours plus préoccupants.

Les attaques terroristes du 7 octobre 2023, perpétrées par le Hamas, constituent un tournant majeur dans la stratégie israélienne à l'égard de l'Iran. Pour les dirigeants israéliens, il devient alors impératif de répondre à la menace existentielle que le régime iranien fait peser sur Israël à travers son réseau de proxies.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Rationalité cartésienne ou révolutionnaire ?

À partir du 7 octobre 2023, la République islamique d'Iran subit un enchaînement de revers stratégiques et militaires. L'affaiblissement considérable du Hamas dans la bande de Gaza et du Hezbollah au Liban, la chute du régime de Bachar el-Assad en Syrie, puis les dommages considérables infligés aux installations nucléaires iraniennes et à ses capacités d'enrichissement de l'uranium lors de la guerre des Douze-Jours en juin 2025 donnent l'impression d'un régime en agonie. La République islamique, qui avait investi des dizaines de milliards de dollars afin de construire une « profondeur stratégique » au plus loin de ses frontières, se retrouve avec un espace aérien largement ouvert aux frappes des aviations israélienne et américaine, tandis que son « axe de la résistance » apparaît profondément affaibli et dysfonctionnel. L'ayatollah Ali Khamenei, qui avait affirmé à maintes reprises qu'il n'y aurait « ni négociation, ni guerre », se retrouve finalement confronté à l'une et à l'autre.

À l'intérieur du pays, le mouvement « Femme, vie, liberté » de 2022 a profondément modifié le rapport d'une grande partie des Iraniennes et des Iraniens à la religion et marqué une rupture sociétale et politique majeure entre une large partie de la population et la République islamique. Les manifestations des 8 et 9 janvier 2026 ont, quant à elles, été réprimées avec une extrême brutalité par le régime. Selon différentes sources, cette répression aurait fait plusieurs milliers de morts en l'espace de quarante-huit heures⁴.

C'est dans ce contexte de vulnérabilité extérieure et intérieure que les États-Unis et Israël lancent leurs attaques le 28 février 2026⁵. Pour le courant *hawk* au sein de l'administration américaine, les planètes semblaient alors alignées pour mener une guerre de *regime change* en Iran. L'objectif était sans doute de frapper très fort et très vite, dans l'espoir de provoquer l'effondrement du système ou, à tout le moins, de contraindre Téhéran à capituler en acceptant les conditions de Washington pour un nouvel accord. S'il est vrai que le Guide joue un rôle indispensable dans le système politique iranien et que sa fonction d'« arbitre » est essentielle au bon fonctionnement de la République islamique, il était néanmoins naïf de penser que l'élimination d'un seul homme, aussi puissant soit-il, pourrait entraîner l'effondrement de l'ensemble du système. Malgré les lourdes pertes subies dans les premiers jours du conflit, les dirigeants de la République islamique et les Gardiens de la révolution ont su s'adapter à la situation, en faisant évoluer leur mode de fonctionnement d'une organisation très verticale vers un processus décisionnel plus horizontal, laissant ainsi aux commandants régionaux une marge de manœuvre beaucoup plus importante. C'est probablement là que réside la première erreur d'appréciation de l'administration Trump : avoir sous-estimé la volonté de son adversaire de résister, ainsi que sa capacité à absorber le choc initial et à répondre rapidement aux coups subis.

Cette erreur d'appréciation renvoie, plus fondamentalement, à une divergence profonde des rationalités stratégiques. Dans l'univers mental de Donald Trump et d'une partie de son entourage, une campagne militaire d'une telle intensité devait logiquement conduire les dirigeants iraniens à adopter ce qui apparaissait comme le comportement le plus rationnel : accepter les conditions imposées par Washington afin de préserver le régime, limiter les destructions et éviter une escalade aux conséquences potentiellement incontrôlables. Dans cette lecture, la supériorité militaire américaine devait mécaniquement conduire à une soumission politique.

Cette hypothèse reposait toutefois sur une projection des propres catégories de raisonnement américaines sur leur adversaire. Comme le rappelait le stratège américain Thomas C. Schelling, « The power to hurt is bargaining power » (« Le pouvoir de faire souffrir est un pouvoir de négociation »)⁶. Encore faut-il que les deux acteurs attribuent une valeur comparable aux coûts du conflit. Or, c'est précisément cette condition qui faisait défaut.

Pour les dirigeants de la République islamique, la rationalité obéit à une logique différente. La survie du régime ne passe pas d'abord par la préservation des infrastructures ou de l'économie nationale, mais par le maintien de sa crédibilité politique et idéologique. Céder sous la contrainte reviendrait non seulement à perdre la guerre, mais également à remettre en cause le récit fondateur de la République islamique, construit depuis 1979 sur le refus de la domination américaine. Lors d'un discours en février 2013, l'ayatollah Khamenei avait déclaré : « je ne suis pas un diplomate, je suis un révolutionnaire ». Dans cette perspective, la résistance devient moins un choix qu'une nécessité existentielle.

Cette logique éclaire également la stratégie iranienne durant le conflit. Face à un adversaire militairement et technologiquement supérieur, l'objectif n'est pas de remporter une victoire conventionnelle, mais d'augmenter progressivement le coût politique, économique et stratégique de la guerre jusqu'à rendre celle-ci inacceptable pour Washington. Autrement dit, si la République islamique ne pouvait empêcher les bombardements, elle pouvait en revanche menacer de transformer le détroit d'Ormuz en une zone d'instabilité durable, de prendre en otage toute la région en frappant les infrastructures des pays de la rive sud du golfe Persique, et de provoquer ainsi un choc énergétique mondial. Ce que certains observateurs qualifient d'irrationalité relève en réalité d'une rationalité différente : celle d'un régime pour lequel le coût de la capitulation est perçu comme supérieur au coût de la guerre elle-même.

Si les dirigeants américains semblent avoir mal appréhendé la rationalité iranienne, ceux de la République islamique ont, en revanche, manifestement mieux saisi les ressorts de la rationalité américaine. En perturbant le transport maritime dans le golfe Persique, les dirigeants iraniens jouent la « carte ultime » de la fermeture du détroit d'Ormuz, une menace qu'ils brandissaient depuis de nombreuses années, mais dont ils mesurent, à l'occasion de cette guerre, toute son efficacité. Le baril de pétrole passe d'environ 70 dollars à plus de 120 dollars en quelques semaines. La base MAGA (*Make America Great Again*) aux États-Unis commence alors à subir les conséquences de la guerre et, contrairement aux dirigeants iraniens, indifférents au sort de la population, les dirigeants américains ne peuvent se permettre ce luxe, les élections de mi-mandat (*midterms*) étant prévues en novembre de cette année.

Tous perdants

Donald Trump, qui promettait de venir en aide à la population iranienne avant les massacres des nuits des 8 et 9 janvier 2026, est allé jusqu'à menacer de faire « disparaître » la civilisation iranienne⁷, avant de signer à Versailles, quelques semaines plus tard, un protocole d'entente avec la République islamique afin de rouvrir un détroit qui était déjà ouvert avant la guerre.

Faut-il alors voir une capitulation américaine dans le document signé à Versailles, comme cela a souvent été avancé, et une victoire totale de l'Iran ? Une telle lecture semble réductrice. Certes, l'objectif initial de Washington de provoquer l'effondrement du régime iranien n'a pas été atteint et les États-Unis n'ont obtenu, à ce stade, aucune concession sur le dossier nucléaire. Pour autant, la guerre laisse des blessures profondes à la République islamique.

Sur le plan militaire, l'Iran a démontré sa capacité à perturber durablement le trafic maritime et à frapper certaines bases américaines, mais ni ses capacités offensives ni ses systèmes de défense antiaérienne n'ont été en mesure de dissuader une campagne aérienne de grande ampleur. Israël est resté relativement épargné, tandis que l'Iran a perdu une partie de ses infrastructures militaires et stratégiques, notamment dans les secteurs sidérurgique et pétrochimique. Une économie déjà exsangue sort du conflit encore davantage dégradée. Les promesses de Donald Trump pour des investissements massifs en Iran en cas d'accord final semblent pour le moment de l'ordre de la science-fiction, tant le dossier est complexe (l'Iran étant sur liste noire du Groupe d'action financière (FATF) et déconnecté des réseaux de paiement internationaux tels que Swift) et les négociations laborieuses.

Politiquement, l'absence sur la scène publique de Mojtaba Khamenei, fils et successeur désigné d'Ali Khamenei, ouvre une période d'incertitude au sommet de l'État. Le régime iranien continue sa mutation d'un régime théocratique à un régime militaro-oligarchique dominé par les Gardiens de la révolution. Si le système politique iranien a démontré sa résilience en temps de guerre, il aura cependant beaucoup plus de difficulté à gérer ses crises internes en temps de paix avec un « guide fantôme ». Signe révélateur des fractures qui traversent le régime, aucun des anciens présidents de la République islamique n'a été convié à la cérémonie officielle des funérailles d'Ali Khamenei à Téhéran⁸.

Cette situation nourrit déjà de vives tensions au sein du camp conservateur. Plusieurs figures de la ligne dure reprochent aux autorités d'avoir accepté le mémorandum de Versailles sans avoir obtenu de concessions substantielles de la part de Washington. À leurs yeux, la guerre a démontré les limites de la doctrine de dissuasion construite autour des missiles balistiques, des drones et de « l'axe de la résistance ». Ils plaident désormais pour une révision profonde de cette doctrine, estimant que seule l'acquisition de l'arme nucléaire serait en mesure de prévenir une nouvelle intervention militaire américaine ou israélienne. Dans cette logique, ils appellent également à maintenir la pression sur les puissances occidentales en conservant le détroit d'Ormuz comme principal levier de négociation, jusqu'à l'obtention de garanties jugées satisfaisantes.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'insistance de Téhéran pour maintenir la question

libanaise dans le mémorandum d'entente, qui ne procède pas uniquement d'une fidélité idéologique envers le Hezbollah, mais répond avant tout à une logique stratégique : pour la République islamique, le Liban demeure le principal point d'appui lui permettant de reconstituer une capacité de projection au plus près des frontières israéliennes, élément central de sa doctrine régionale. Cette réalité est tragique pour le peuple libanais, dont le territoire continue d'être instrumentalisé comme espace de confrontation entre la République islamique et Israël, au détriment de sa souveraineté, de sa stabilité politique et de son développement économique.

En ce qui concerne les pays du Golfe, la présence de bases militaires américaines sur leur territoire n'a, non seulement, pas été un facteur de dissuasion face à l'Iran, mais elle les a au contraire exposés comme des cibles privilégiées en cas d'escalade. Leur modèle de développement, fondé sur l'image d'îlots de stabilité au cœur d'un Moyen-Orient troublé, en ressort grandement fragilisé. Ils devront désormais intégrer le risque d'une stratégie iranienne de coercition passant par des perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ou des frappes contre leurs infrastructures énergétiques. Nous sommes bien loin du « nouveau Moyen-Orient » que certains responsables américains promettaient de voir émerger.

Si de nombreux experts et commentateurs parlent d'une « victoire totale » de la République islamique, ce jugement mérite d'être nuancé. Certes, le régime iranien a remporté pour le moment la bataille du *regime change* contre les États-Unis, mais il n'a pas réussi à mobiliser la population autour d'une « union sacrée » pour la défense de la patrie. L'idéologie du martyr et de la résistance, qui avait largement contribué à l'effort de guerre contre l'Irak (1980-1988), ne parvient plus à rallier la majorité des Iraniens. Quant à la minorité qui continue de soutenir le régime, par conviction idéologique ou par intérêt économique, il ne faut pas surestimer la portée des images, certes impressionnantes, des funérailles de l'ayatollah Khamenei : galvanisée par la guerre, cette mobilisation ponctuelle laissera rapidement place aux difficultés structurelles auxquelles la République islamique demeure confrontée.

Tous les acteurs de cette guerre sortent, à des degrés divers, perdants du conflit, même si son coût n'a évidemment pas été le même pour chacun d'entre eux. Le principal perdant demeure sans doute la population iranienne. Brutalisée au début de l'année par une répression d'une ampleur inédite, puis confrontée à plusieurs semaines de guerre, elle voit une nouvelle fois ses aspirations reléguées au second plan. Le mémorandum signé entre Téhéran et Washington ne comporte d'ailleurs aucune référence, pas même symbolique, à la question des droits humains, des libertés publiques ou d'une quelconque ouverture politique. Cette réalité rappelle une fois de plus que, *in fine*, seule la société civile iranienne sera en mesure d'instaurer un jour la démocratie en Iran.

Au-delà de ses conséquences militaires et économiques, cette guerre livre un enseignement plus fondamental. L'administration Trump n'a pas seulement sous-estimé les capacités de résilience de la République islamique ; elle a surtout mal compris la rationalité de son adversaire. Elle a supposé que les dirigeants iraniens réagiraient selon une logique de calcul coût-bénéfice comparable à celle qui prévaut dans les démocraties occidentales.

Comprendre la rationalité d'un adversaire suppose d'abord de comprendre son univers intellectuel, culturel et politique. À cet égard, un contraste est frappant. L'ayatollah Ali Khamenei a, à plusieurs reprises, cité des auteurs occidentaux, tels que Victor Hugo ou Roger Martin du Gard, évoquant notamment son intérêt pour *Les Thibault*⁹. Combien de diplomates, de responsables politiques ou de décideurs occidentaux sont, en revanche, familiers de la pensée d'Ahmad Naraghi, de Navvab Safavi ou de Sayyid Qutb, dont les écrits ont profondément marqué la formation intellectuelle d'Ali Khamenei et de son entourage ? La question n'est pas anecdotique. Elle rappelle que l'on ne peut espérer anticiper le comportement d'un adversaire si l'on ignore les références intellectuelles qui façonnent sa vision du monde.

En définitive, la guerre de 2026 rappelle une évidence trop souvent négligée : en stratégie, les erreurs les plus coûteuses ne naissent pas toujours d'un déficit de puissance, mais d'un déficit de compréhension. Avant de chercher à modifier le comportement d'un adversaire, encore faut-il comprendre la logique qui le guide.

Photo issue du site des archives du « bureau du Guide » (Khamenei.ir).

1. « Faucon », l'aile la plus dure, « va-t-en-guerre ».
2. [The White House](#), *Remarks by President Trump on the Joint Comprehensive Plan of Action*, 8 mai 2018.
3. [Department of War](#), *Statement by the Department of Defense*, 2 janvier 2020.
4. Brice Le Borgne, « Entre 3000 et 50 000 morts en Iran : que sait-on des différents bilans de la vague de répression de janvier ? », [Libération](#), 22 avril 2026.
5. Luc Bronner, « Israël et les États-Unis attaquent l'Iran : le récit des premières heures des bombardements », [Le Monde](#), 28 février 2026.
6. Thomas C. Schelling, *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1960.
7. Stéphanie A. Martin, « « Toute une civilisation disparaîtra cette nuit » : pourquoi les mots de Trump préparent les esprits à l'impensable », [The Conversation](#), 16 avril 2026.
8. Patrick Wintour, « Tehran teemed with Khamenei mourners, but divisions – and demands for change – remain », [The Guardian](#), 7 juillet 2026.
9. Roger Martin du Gard, *Les Thibault*, Paris, Gallimard, La Nouvelle revue française, 1920-1940.